

i edi edi _b h h ebb d

LE MONDE | 01.11.2012 à 10h57 • Mis à jour le 01.11.2012 à 11h05

Par Arnaud Leparmentier

A chacun ses martyrs. Angela Merkel a torpillé son compatriote Tom Enders , le patron d'EADS qui voulait fusionner Airbus avec le groupe de défense britannique British Aerospace. Trop risqué pour les usines allemandes du groupe aéronautique. L'Elysée ne décolère pas, qui espérait bâtir un champion européen susceptible de faire jeu égal avec Boeing.

Les semaines ont passé, et les rôles se sont inversés : les Allemands s'inquiètent du sort que réserve François Hollande à son compatriote Louis Gallois . Le prédécesseur de Tom Enders a préparé un rapport sur la compétitivité, qui semble déjà enterré. Trop audacieux, trop douloureux, trop réformateur. Trop sarkozyste, peut-être.

Pour Berlin, ce serait le point de rupture. Depuis le printemps, les Allemands savent gré à François Hollande d'avoir respecté ses engagements budgétaires - au prix d'un matraquage fiscal qui les rend dubitatifs pour un pays champion des dépenses publiques -, mais ils attendent de vraies réformes. Et perdent patience. *"Les marchés vont finir par faire leur travail. Sauf si les Français prennent le virage avant"*, explique-t-on à Berlin. François Hollande est le lointain successeur de François Mitterrand. Il doit choisir entre 1983 et 1993 : l'engagement européen assumé, après les errements de mai 1981, ou celui subi, avec l'attaque des marchés financiers contre le franc.

A droite comme à gauche, on se prépare aux foudres des marchés. La France aura plus de mal à se refinancer, a mis en garde lundi 29 octobre, à Berlin, l'ancien chancelier Gerhard Schröder, lorsque les agences de notation - on les avait presque oubliées - s'apercevront que les décisions de François Hollande vont pénaliser l'économie française et ses PME.

Après quelques semaines de commisération polie, les responsables à Berlin le disent tout haut : l'homme malade de l'Europe , c'est la France. *"Le plus grand problème réside en Espagne , en Italie , mais aussi, je le dis discrètement, en France. Cela pourrait devenir un problème qui ne serait pas mineur"*, a poursuivi Gerhard Schröder, lors d'un colloque sur l'Europe organisé par l'institut sur la gouvernance de Nicolas Berggruen, le 29 octobre. Son vieux rival du New Labour Tony Blair a pudiquement refusé de s'épancher sur la France. *"La question est : pourquoi l'Allemagne est-elle en si forte position ? Parce que son économie est forte"*, a glissé, un brin perfide, l'ancien premier ministre britannique, renvoyant aux *"réformes structurelles"*.

Depuis des semaines, François Hollande et son conseiller économique Emmanuel Macron tentent de rassurer leurs interlocuteurs : ne vous inquiétez pas, le retour de la retraite à 60 ans touche bien peu de salariés, la taxation à 75 % des revenus supérieurs à un million d'euros est provisoire. Les réformes vont venir . Gerhard Schröder, lui, ne se laisse pas endormir . *"On a donné un mauvais signal"*, a tranché le social-démocrate. Avec une joie maligne, il a rappelé les sarcasmes des socialistes français lorsqu'il réformait son pays au début des années 2000.

Faites du Schröder ! Ce fut l'exhortation estivale des visiteurs franco-allemands qui rencontraient le président français. Vous avez cinq ans devant vous et tous les pouvoirs. François Hollande est-il aussi peu courageux que Nicolas Sarkozy , qui renonça à sa "rupture", à peine élu en 2007 ? Il a déjà inventé une parade : Schröder n'a engagé ses réformes que lors de son deuxième mandat. C'est vrai parce que la libéralisation du marché du travail fut imposée après la réélection du chancelier, sauvé à l'été 2002 par les crues de l'Oder et son opposition à la guerre en Irak . C'est faux, parce que Gerhard Schröder avait commencé à réformer les retraites, tenait un discours d'économie budgétaire. Surtout, il diffusait une rhétorique pro-entreprise, au point qu'il fut surnommé le "camarade des patrons".

Peu importent les pensées privées de François Hollande, passé par HEC. La politique , ce sont des paroles et des actes. Pour l'heure, seules les diatribes antientreprises d'Arnaud Montebourg sont audibles outre-Rhin. Angela Merkel se cabre. Elle dit *"nein"* aux propositions françaises pour une Europe de solidarité. La chancelière ne veut pas de l'assurance chômage européenne proposée par Pierre Moscovici, qui aurait conduit les travailleurs allemands à payer pour les chômeurs espagnols et français. Les stabilisateurs automatiques et le pilotage de la conjoncture, ces concepts sont trop sophistiqués pour l'Allemagne. Elle veut des réformes et des contrôles dans toute l'Union.

L'encre du traité budgétaire à peine sèche, l'Allemagne s'est remise à l'ouvrage. Comme les banquiers centraux, elle juge les contraintes européennes bien peu opérantes. Qui a entendu parler du semestre européen, censé contrôler les politiques économiques des Etats de l'eurozone ? Personne. A Bruxelles, rien ne se passe.

Angela Merkel a forgé une nouvelle proposition ; les Etats doivent signer avec la Commission des contrats ayant force de loi, par lesquels ils s'engageraient à des réformes précises : la formation des jeunes en Espagne, le marché du travail en France, l'énergie solaire en Grèce . Ces mutations seraient facilitées par une petite cagnotte, un mini-budget de la zone euro. L'essentiel n'est pas là : les Allemands veulent qu'un ministre européen des finances ou un supercommissaire puisse imposer la mise en oeuvre effective des réformes.

Angela Merkel est d'autant plus déterminée qu'elle s'agace de voir François Hollande jouer ostensiblement la carte du SPD. En juin, le chef de l'Etat a reçu en

grande pompe à l'Elysée les trois dirigeants du parti social-démocrate. De mèche avec François Hollande, ces derniers ont exigé d'Angela Merkel l'adoption de la taxe sur les transactions financières, en échange de leur soutien indispensable à la ratification du traité budgétaire européen par le Bundestag. En novembre, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, rencontrera à Berlin Peer Steinbrück, l'adversaire d'Angela Merkel aux élections de 2013. Un vieux sage du SPD s'alarme de la proximité excessive affichée par son parti avec la France. Qu'advient-il, s'inquiète-t-il, si la CDU d'Angela Merkel placarde dans toute l'Allemagne des affiches expliquant que voter SPD, c'est choisir la France de François Hollande ? *"Nein, danke."*

leparmentier@lemonde.fr

Amaud Leparmentier

Les défis économiques de Hollande